



Ministère du travail, de l'emploi et de la santé  
Ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et de la vie associative  
Ministère des solidarités et de la cohésion sociale  
Ministère de la ville  
Ministère des sports

**Direction des ressources humaines**

Sous-direction de la gestion du personnel  
Bureau des rémunérations et des systèmes d'information

Personnes chargées du dossier :

Marc Destenay

Tel : 01 40 56 63 40

Fax : 01 40 56 82 92

[marc.destenay@sante.gouv.fr](mailto:marc.destenay@sante.gouv.fr)

Michel Delpy

Tel : 01 40 56 74 96

Fax : 01 40 56 82 92

[michel.delpy@sante.gouv.fr](mailto:michel.delpy@sante.gouv.fr)

Le Ministre du travail, de l'emploi et de la santé  
Le Ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et de la  
vie associative  
La Ministre des solidarités et de la cohésion sociale  
Le Ministre de la ville  
La Ministre des sports

à

Madame la secrétaire générale des ministères chargés des  
affaires sociales  
Monsieur le chef de l'inspection générale des affaires sociales  
Monsieur le chef de l'inspection générale de la jeunesse et  
des sports  
Mesdames et Messieurs les directeurs généraux, directeurs  
et chefs de service de l'administration centrale  
Madame et Messieurs les délégués  
Mesdames les chefs de bureau des cabinets  
Madame la chef de bureau de la communication

Madame et Messieurs les préfets de région  
Directions régionales de la jeunesse, des sports et de la  
cohésion sociale  
Directions de la jeunesse, des sports et de la cohésion  
sociale  
Direction régionale et interdépartementale de l'hébergement  
et du logement d'Ile de France

Mesdames et Messieurs les préfets de département  
Directions départementales de la cohésion sociale  
Directions départementales de la cohésion sociale et de la  
protection des populations

Mesdames et Messieurs les directeurs des agences  
régionales de santé

Mesdames et Messieurs les directeurs d'établissement  
publics

NOTE DE SERVICE N°DRH/DRH1E/2011/307 du 29 juillet 2011 relative aux modalités de répartition et d'attribution des éléments accessoires de rémunération pour l'année 2011  
Date d'application : **1<sup>er</sup> janvier 2011**.  
NOR : ETSR1121368N

Validée par le CNP le 29 juillet 2011 – visa CNP 2011-208  
Accord de la Secrétaire générale le 29 juillet 2011

<b>RESUME</b> : Modalités de répartition et d'attribution des éléments accessoires de rémunération des personnels d'inspection et des personnels administratifs, techniques et pédagogiques
<b>MOTS CLES</b> : Éléments accessoires de rémunération
<b>TEXTES ABROGES</b> : Note de service n° DRH/DRH1D/DGPJS/2010/273 du 27 juillet 2010 ; Note de service n° DRH/DRH1D/2010/316 du 23 août 2010
<b>ANNEXES</b> : N° 1 – Textes de référence des indemnités allouées aux personnels d'administration centrale et des services territoriaux des secteurs santé - solidarité, jeunesse et sports et éducation nationale N° 2 – Barèmes indemnitaires 2011 des secteurs santé - solidarité, jeunesse et sports et éducation nationale N° 3 – Plafonds réglementaires des secteurs santé - solidarité, jeunesse et sports et éducation nationale N° 4 – Règles d'abattement

La présente circulaire a pour objet de préciser les modalités de gestion, de répartition et d'attribution des éléments accessoires de rémunération des personnels d'inspection et des personnels administratifs, techniques et pédagogiques de l'administration centrale et des services territoriaux des secteurs santé, solidarité, jeunesse et sports. Elle a été soumise à l'examen du comité technique paritaire ministériel conjoint du 19 juillet 2011.

Elle s'applique à compter du **1<sup>er</sup> janvier 2011**.

## 1. PRINCIPES DE GESTION DU SYSTEME INDEMNITAIRE

Le dispositif indemnitaire 2011 repose sur les principes suivants :

- la publication d'un barème comportant des montants annuels de référence par grade, dans l'attente du passage à la prime de fonctions et de résultats (PFR) des différents corps ;
- la recommandation d'une attribution annuelle déterminée dans une amplitude de variabilité, comprise **entre 80 % et 120 % des montants moyens annuels de référence par grade**. Les attributions individuelles peuvent donc être modulées pour tenir compte de la manière de servir de l'agent et de l'importance des sujétions auxquelles l'agent est appelé à faire face dans l'exercice de ses fonctions. Le montant indemnitaire fera obligatoirement l'objet d'une notification individuelle du chef de service qui devra intervenir avant le versement de la rémunération de décembre 2011 ;
- la mensualisation du versement des primes. Les ajustements nécessaires pour assurer le versement du montant fixé pour l'attribution annuelle interviendront au mois de décembre de

l'année 2011. En conséquence, pour les onze premiers mois de l'année 2011, il est procédé à la reconduction, chaque mois, du 1/12<sup>ème</sup> de l'attribution de l'année 2010 (hors versements exceptionnels) en l'absence de toute modification de la situation administrative de l'agent par rapport à l'année antérieure ;

## **2. CHAMP D'APPLICATION ET BAREME**

Le dispositif présenté dans cette circulaire s'applique **à tous les corps** à l'exclusion des agents occupant des emplois fonctionnels en administration centrale et dans les services territoriaux (emplois relevant du décret 2009-360 du 31 mars 2009 relatifs aux emplois de direction de l'administration territoriale de l'Etat), ainsi que des agents appartenant au corps des administrateurs civils, qui relèvent depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010 de la PFR.

### **2.1 Pour le secteur santé - solidarité, le barème 2011 (annexes 2a/b/c) distingue trois niveaux d'indemnité correspondant :**

- aux agents affectés à l'administration centrale ;
- aux agents affectés dans les services territoriaux des régions Alsace, Champagne-Ardenne, Ile de France, Picardie, Nord-Pas-de Calais, Haute Normandie et Lorraine (zones prioritaires) ;
- aux agents affectés dans les services territoriaux des autres régions.

### **2.2 Pour le secteur jeunesse et sports, le barème 2011 (annexes 2d/e) distingue 2 niveaux d'indemnité correspondant à l'administration centrale et aux services territoriaux.**

Il convient de souligner qu'en administration centrale, à grade équivalent, les barèmes du secteur jeunesse et sports sont identiques aux barèmes du secteur santé - solidarité (attachés, secrétaires administratifs, adjoints administratifs).

En services déconcentrés et établissements, les barèmes 2011 s'appliquent aux agents appartenant aux corps propres de la jeunesse et des sports (inspecteurs de la jeunesse et des sports, conseillers techniques et pédagogiques supérieurs, professeurs de sport, conseillers d'éducation populaire et de jeunesse et chargés d'éducation populaire et de jeunesse) ainsi qu'aux personnels ingénieurs, administratifs, techniques, ouvriers, de service et de santé (IATOSS).

Vous trouverez, en annexes 2, les montants moyens annuels susceptibles d'être versés à ces agents. Une dotation complémentaire de crédits destinée à l'application de ces taux vous sera déléguée dans le cadre des opérations de fin de gestion.

S'agissant des personnels techniques et pédagogiques du secteur sport exerçant des missions de cadre technique sportif au niveau national et figurant sur la liste annuelle établie par la direction des sports, il est rappelé qu'ils bénéficient d'une indemnité de sujétions correspondant à 120% du taux de référence afférent à leur corps, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011. Vous avez été destinataires le 23 juin dernier de la liste des agents concernés pour chacune de vos régions.

Enfin, les agents occupant des emplois fonctionnels de directeurs ou directeurs-adjoints de CREPS feront l'objet d'une notification indemnitaire individuelle de la part du directeur des sports qui assure la tutelle administrative et financière de ces établissements.

### 3. MODALITES DE RÉPARTITION ET DE GESTION DES DOTATIONS DES SERVICES D'ADMINISTRATION CENTRALE

Chaque service d'administration centrale dispose :

- de l'enveloppe initiale qui est définie par l'attribution d'une dotation de base et de majorations correspondant à des dispositifs particuliers ;
- de l'enveloppe complémentaire déléguée en 2010 et qui est intégrée dans la dotation en 2011.

Le montant de la dotation est communiqué chaque année au CTP de même qu'un bilan de son utilisation.

#### 3.1 Enveloppes initiale et complémentaire

Les enveloppes des directions d'administration centrale sont calculées selon les principes suivants.

##### 3.1.1 L'enveloppe initiale :

- couvre l'ensemble des corps et des primes figurant en annexes 1 ;
- est calculée à partir des montants moyens annuels de référence par grade et des effectifs réels (équivalents temps plein rémunérés) présents au premier jour du semestre.

Au-delà des enveloppes notifiées selon ces modalités, des ajustements peuvent être effectués pour prendre en compte, en cours de gestion, les événements suivants :

- arrivées par concours externe ou interne ou en provenance d'autres administrations, ainsi que toute autre forme de réintégration (fin de CLM et CLD, de détachement, de congé de formation professionnelle...) :
  - ⇒ abondement à hauteur de 100 % du montant moyen de référence *pro rata temporis*.
- promotions entraînant un changement de corps ou de grade :
  - ⇒ ajustement en fonction de la différence des montants moyens à compter de la date d'effet.
- modification de la quotité de temps de travail :
  - ⇒ prise en compte à la date d'effet. Il est demandé aux services d'être particulièrement rigoureux en ce qui concerne le suivi des augmentations et diminutions de quotité de travail.

##### 3.1.2 L'enveloppe complémentaire :

L'enveloppe complémentaire déléguée en 2010, et prioritairement ciblée sur l'encadrement intermédiaire et les administrateurs civils, est reconduite en 2011. Elle sera augmentée pour permettre notamment la mise en œuvre de l'objectif cible 2011 pour les corps relevant de la PFR.

#### 3.2 Majoration de la dotation pour les services à effectifs limités "Petits services"

Les enveloppes des directions et services d'administration centrale à faible effectif sont notifiées avec un abondement forfaitaire annuel de 4% (DAEI, DICOM, IGAS, SCBCM, SG-CIV, SGMCAS, DREES, DAJ, DSSIS, HFDS, MNC, CNS).

### **3.3 Majoration de la dotation pour mise en œuvre de l'attribution "Postes d'encadrement" en administration centrale (pour les corps ne relevant pas de la PFR)**

La répartition des crédits indemnitaires prévoit l'affectation d'une partie de ces crédits à l'attribution d'une indemnité pour postes d'encadrement.

Les enveloppes des directions sont majorées, à ce titre, d'un montant égal au produit des postes éligibles et des montants moyens.

### **3.4 Majoration de la dotation pour mise en œuvre de la "Prime de responsabilité et d'activité exceptionnelle " (pour les corps ne relevant pas de la PFR)**

Les directions bénéficient d'une dotation spécifique réservée à l'attribution d'une majoration d'indemnité pour postes à responsabilité et activité exceptionnelle.

## **4. MODALITES DE REPARTITION DES CREDITS DE PERSONNEL DES SERVICES TERRITORIAUX**

Les BOP régionaux se voient notifier en début d'exercice un plafond de crédits de titre 2 ainsi qu'un plafond d'emplois (incluant les CREPS). Les budgets des ARS sont notifiés en début d'exercice.

Le plafond de masse salariale inclut les crédits correspondant aux indemnités statutaires, calculés sur la base des effectifs réels et des montants moyens de référence par grade.

Les enveloppes régionales des BOP et les budgets des ARS seront réajustés dans le cadre des opérations de fin de gestion pour permettre la mise en œuvre du dispositif indemnitaire 2011.

## **5. REGLES D'ATTRIBUTIONS INDIVIDUELLES**

Les montants de référence font l'objet chaque année d'une évolution qui peut être différenciée selon les catégories et les corps, en fonction de différents paramètres tels l'application de protocoles ou de mesures particulières de rattrapage ou d'alignement dans un souci de mise en cohérence de la politique indemnitaire.

J'appelle votre attention sur la nécessité de flécher ces évolutions différenciées sur les catégories et corps concernés dans le respect des règles d'attribution individuelles rappelées ci-après. Ainsi, il n'est en aucun cas garanti que l'augmentation du montant moyen d'un grade soit systématiquement appliquée à l'agent appartenant à ce grade.

### **5.1 Détermination des attributions individuelles**

Les attributions individuelles sont déterminées par l'autorité compétente, centrale ou territoriale, et s'effectuent dans la limite des plafonds réglementaires conformément aux textes en vigueur.

Il est recommandé :

- d'attribuer un montant d'indemnités compris dans l'intervalle de 80 à 120 % du montant moyen annuel de référence, propre à chaque grade ;
- de placer tout nouvel agent arrivant par concours à 80% minimum du montant moyen de référence de son grade ;

- de permettre cependant qu'un agent promu, soit par liste d'aptitude, soit par concours, puisse bénéficier d'une progression du montant qui lui est versé, par rapport au grade précédemment occupé ;
- de lier la modulation du régime indemnitaire à l'évaluation professionnelle de l'agent. Il n'est en effet pas admissible de constater des situations de modulation à la baisse alors que les évaluations sont satisfaisantes.

Les attributions individuelles :

- sont fonction de la quotité de temps de travail (cf. annexes 2), à savoir 6/7<sup>ème</sup> du montant moyen de référence (MMR) pour une quotité de travail à 80% ; 32/35<sup>ème</sup> du MMR pour une quotité de travail à 90% et proratisées en fonction du pourcentage quand la quotité est de 50, 60, ou 70% ;
- peuvent comporter une partie exceptionnelle non reconductible ;
- se font, en administration centrale, dans la limite de l'enveloppe des crédits notifiée à chaque direction ;
- se font, dans le cadre du plafond de masse salariale notifié à chaque BOP régional et du budget de l'ARS en respectant le principe d'une enveloppe indemnitaire égale au produit des effectifs réels et des montants moyens de référence par grade.

Les changements de corps ou de quotité de temps de travail sont pris en compte à leur date d'effet.

### **5.2 Situation des agents des corps des médecins et pharmaciens inspecteurs de santé publique (MISP–PHISP)**

Les directeurs d'administration centrale et des services territoriaux gérant des agents appartenant aux corps des MISP et des PHISP veilleront, conformément aux protocoles respectifs des 12 février et 24 avril 2007 qui prennent fin en 2011, à ce que les crédits correspondant à la revalorisation des barèmes, soient attribués exclusivement aux membres de ces corps.

### **5.3 Situation des agents non titulaires intégrant le cadre de gestion ministériel**

Les agents non titulaires qui intègrent le cadre de gestion ministériel relèvent du régime indemnitaire y afférant. Ils conservent néanmoins le bénéfice, à titre individuel, de leur montant indemnitaire antérieur lorsque celui-ci est plus favorable.

### **5.4 Variation à la baisse d'un agent**

Le principe est qu'un agent est assuré de percevoir le même montant de prime d'une année sur l'autre.

Cependant, une baisse du montant des éléments accessoires de la rémunération par rapport au montant perçu l'année précédente, hors versements exceptionnels non reconductibles (c'est-à-dire hors reliquats et autres attributions exceptionnelles), peut intervenir lorsque la contribution individuelle apportée par un agent à la réalisation de ses tâches n'est pas suffisante au regard de ses fonctions et de son grade. Cette baisse s'apprécie en montant et non en pourcentage du barème.

Un tel abattement est limité à une baisse de 5 % maximum du montant indemnitaire de l'année précédente (hors reliquat et attributions exceptionnelles).

Les motifs justifiant cette baisse devront impérativement avoir été indiqués dans le compte-rendu de l'entretien professionnel.

## 5.5 Gestion des affectations ou des changements de service

Les agents qui changent de service sont pris en charge :

- en administration centrale, par leur nouvelle direction à compter du premier jour du semestre suivant ce changement ;
- en service territorial, à la date du changement de direction conformément aux termes de l'acte juridique correspondant (arrêté de mutation...).

Durant les six mois qui suivent le changement de service, les agents ont la garantie du maintien de leur attribution indemnitaire. Le montant de celle-ci ne pourra être revu, par leur nouveau chef de service, qu'à l'issue de ces six mois.

Cette règle ne s'applique pas en cas de mutation :

- d'une direction classée "zone prioritaire" vers une direction classée hors zones prioritaires. Dans ce cas, l'agent sera soumis au barème en vigueur dans sa nouvelle direction. Cependant, pendant les six premiers mois, l'agent est garanti du maintien de ses rémunérations accessoires, hormis le différentiel entre le barème "services territoriaux" et le barème "services territoriaux – zones prioritaires" applicable à son grade ;
- de l'administration centrale vers une structure des services territoriaux : dans ce cas, l'agent est soumis au barème correspondant à sa direction d'affectation et applicable au grade dans lequel il est détaché.

L'ajustement annuel en fonction du barème de l'année en cours est pris en charge par la structure dans laquelle l'agent est affecté au moment de la mise en œuvre du repositionnement en fin d'année.

Néanmoins, cette règle ne s'applique pas pour les agents de l'administration centrale mutés dans une structure des services territoriaux et vice versa. Dans ces deux cas, l'ajustement annuel se fait *pro rata temporis*.

## 5.6 Attribution de la majoration "Postes d'encadrement"

Une indemnité est attribuée aux agents occupant des postes d'encadrement et qui ne relèvent pas de la PFR.

Cette indemnité bénéficie :

- en administration centrale :
  - aux adjoints aux sous-directeurs, aux chefs de département, chefs de mission, chefs de pôle et chefs de bureaux. Le montant de la prime qui leur sera versée pourra être compris entre 1 500 € et 3 500 € (montant moyen de 2 500 €) ;
  - aux adjoints aux chefs de département, chefs de mission, chefs de pôle et chefs de bureaux. Le montant de la prime qui leur sera versée pourra être compris entre 400 € et 1 200 € (montant moyen de 1 000 €).
- en service territorial :
  - aux agents occupant les fonctions de secrétaire général de DRJSCS et de DJSCS (montant moyen de 1 000 €).

- en services à compétence nationale :
  - aux chefs d'antennes interrégionales de la mission nationale de contrôle des organismes de sécurité social (MNC) ainsi qu'aux agents de catégorie A affectés dans ces mêmes antennes (montant moyen de 2 500 € pour les chefs d'antenne et de 1 500 € pour les agents de catégorie A).

Les attributions réalisées dans ce cadre n'entrent pas dans l'amplitude de modulation recommandée par le barème. Elles sont effectuées sur la base des dispositifs juridiques existants et dans la limite des plafonds réglementaires qu'ils prévoient. Elles bénéficient aux agents dans la mesure où ils sont déjà primés par le ministère, et où leur statut permet qu'ils bénéficient d'un régime indemnitaire.

Les attributions faites dans ce cadre ont un caractère non reconductible.

### **5.7 Attribution de la majoration pour « responsabilité et activité exceptionnelle »**

Une majoration d'indemnité pour postes à responsabilité et activité exceptionnelle peut être attribuée, en administration centrale, aux agents autres que ceux mentionnés au paragraphe 5.6 et ceux qui relèvent de la PFR.

Les attributions réalisées dans ce cadre n'entrent pas dans l'amplitude de modulation recommandée par le barème. Elles sont effectuées sur la base des dispositifs juridiques existants et dans la limite des plafonds réglementaires qu'ils prévoient. Elles bénéficient aux agents dans la mesure où ils sont déjà primés par le ministère, et où leur statut permet qu'ils bénéficient d'un régime indemnitaire.

Les attributions faites dans ce cadre ont un caractère non reconductible.

### **5.8 Régime indemnitaire des adjoints techniques assurant des fonctions de conducteurs automobiles**

Les agents des corps des conducteurs automobiles et des chefs de garage reclassés dans le nouveau corps des adjoints techniques créé par le décret n° 2006-1761 du 23 décembre 2006 perçoivent un régime indemnitaire en référence au barème des adjoints techniques.

Compte tenu des conditions exigées pour leur recrutement ainsi que des contraintes particulières des fonctions de conducteur, le régime indemnitaire des adjoints techniques chargés de la conduite de véhicule automobile est majoré conformément au barème joint en annexe 2.

### **5.9 Règles d'abattement**

Le principe d'égalité de traitement implique d'uniformiser les règles et d'homogénéiser les pratiques en matière d'abattements. Ceux-ci concernent les absences pour certains motifs : les agents placés en cessation progressive d'activité, les agents en congé de maladie supérieur à 90 jours, en congés de longue maladie ou de longue durée ou les agents en congé parental, individuel de formation ou de fin d'activité.

Les règles applicables sont définies dans l'annexe 4 de la présente circulaire.

#### Situation particulière des agents placés en congé de longue maladie ou de longue durée :

Le décret n° 2010-997 du 26 août 2010 et la circulaire d'application n° BCRF 1031314C du 22 mars 2011 de la Direction générale de l'administration et de la fonction publique, fixent de nouvelles modalités de rémunération pour les agents bénéficiant d'un congé de longue maladie (CLM) ou un congé de longue durée (CLD) et conduit à repréciser certaines dispositions en vigueur.

Le principe général posé par le décret n° 2010-997 du 26 août 2010 est le maintien intégral des primes et indemnités durant :

- les congés annuels ;
- les congés de maternité et de paternité ;
- les congés d'adoption ;
- les congés de maladie ordinaire (CMO) pour les trois premiers mois ; à partir du 4<sup>ème</sup> mois et jusqu'au 12<sup>ème</sup> mois les primes et indemnités sont réduites de moitié.

Les agents concernés ne peuvent toutefois acquérir durant leurs congés de nouveaux droits à des indemnités non forfaitaires ayant le caractère de remboursement de frais ou des indemnités liées au dépassement du cycle de travail (ex. indemnités horaires pour travaux supplémentaires). De même ce principe de maintien total ou partiel des primes et indemnités ne remet pas en cause la suspension de la prise en charge partielle de ses titres de transports entre son domicile et son lieu de travail.

Ces dispositions impliquent en conséquence l'interruption du versement des primes et indemnités dont le bénéfice est lié à l'exercice des fonctions, aux agents qui sont placés en congé de longue maladie (CLM) ou de longue durée (CLD).

Le décret du 26 août 2010 prévoit cependant que le fonctionnaire bénéficiaire d'un CLM ou d'un CLD, attribué après un congé de maladie ordinaire et rétroagissant en application de l'article 35 du décret n° 86-442 du 14 mars 1986 à la date où ce congé initial a débuté, garde le bénéfice des primes et indemnités qui lui ont été versées durant celui-ci.

En conséquence, si le paiement des rémunérations accessoires liées à l'exercice des fonctions de l'agent placé en CLM ou en CLD est interrompu à compter de la date de la décision le plaçant dans cette position, l'agent concerné garde le bénéfice des primes et indemnités acquises avant ladite décision.

Synthèses des différentes situations issues du décret 2010-997 du 26 août 2010 :

Périodes	Congé maladie ordinaire	Congé longue maladie	Congé longue durée
Du 1 <sup>er</sup> au 90 <sup>ème</sup> jour (3 mois)	Plein traitement avec maintien intégral des indemnités	Plein traitement mais suspension totale des indemnités (sauf application article 35 du décret 86-442)	Plein traitement mais suspension totale des indemnités (sauf application article 35 du décret 86-442)
Du 91 <sup>ème</sup> au 365 <sup>ème</sup> jour (9 mois)	Demi-traitement avec maintien partiel (50%) des indemnités.	Plein traitement mais suspension totale des indemnités (sauf application article 35 du décret 86-442)	Plein traitement mais suspension totale des indemnités (sauf application article 35 du décret 86-442)
Du 366 <sup>ème</sup> au 1095 <sup>ème</sup> jour (2 ans)	Sans objet	Demi-traitement et suspension totale des indemnités.	Plein traitement et suspension totale des indemnités.
Du 1096 <sup>ème</sup> au 1825 <sup>ème</sup> jour (2 ans)	Sans objet	Sans objet	Demi-traitement et suspension totale des indemnités.

Les dispositions qui précèdent n'apportent pas de modifications pour les agents placés en situation de temps partiel pour raisons thérapeutiques qui perçoivent l'intégralité de leur traitement conformément à l'article 34 bis de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984. Le montant des rémunérations accessoires est calculé *pro rata temporis* de la quotité de travail.

Ces dispositions seront mises en œuvre à compter du 1er octobre 2011.

## **5.10 Décharges au titre de l'exercice du droit syndical**

Les agents bénéficiant, au titre du droit syndical, de décharges partielles d'activité de service sont réputés en service lors des absences correspondantes et à hauteur de la quotité de décharge.

Les absences autorisées à ce titre ne peuvent être prises en compte pour l'appréciation des agents et l'attribution des rémunérations accessoires qui en découlent.

Les attributions des agents bénéficiant d'une décharge totale d'activité au titre de l'exercice du droit syndical sont établies sur la base au moins du montant moyen de référence défini pour le grade correspondant qui représente le minimum pouvant leur être attribué.

Les agents placés en décharge syndicale :

- continueront à être évalués par leur chef de service si leur quotité de décharge est inférieure à 50% ;
- bénéficieront d'un montant au moins égal au montant moyen de leur grade d'appartenance si leur quotité de décharge est supérieure ou égale à 50%.

## **6. CONCERTATION ET TRANSPARENCE**

La concertation concerne les discussions préalables à la prise de décisions relatives d'une part, à la répartition de l'enveloppe indemnitaire entre catégories, et, d'autre part, aux modalités du dispositif indemnitaire.

La transparence a comme seule limite la confidentialité des situations individuelles, ce qui suppose la non diffusion d'informations nominatives ou relatives à une catégorie à très faible effectif (inférieur à 3) qui conduiraient à reconstituer la situation indemnitaire d'un agent.

Outre les questions abordées lors des comités techniques paritaires et notamment les bilans annuels de gestion, la transparence passe également par l'information des personnels et la circulation d'informations entre les échelons administratifs, centraux et territoriaux.

### **6.1 La concertation en matière indemnitaire**

#### **6.1.1 Au niveau national :**

Conformément à l'article 12 du décret n° 82-452 du 28 mai 1982 modifié, le rôle du comité technique paritaire consiste à examiner les règles régissant :

- les répartitions de crédits entre catégories ;
- les répartitions entre directions ;
- la détermination des montants moyens annuels de référence ;
- les critères généraux d'attribution des primes.

Toute modification apportée à ces règles sera donc soumise à l'avis du comité technique paritaire.

Par ailleurs, un comité de suivi de la politique indemnitaire est en place depuis 1999. Ce comité veille à la conformité de la mise en œuvre du dispositif par rapport aux principes énoncés dans cette circulaire et peut proposer les mécanismes qui lui paraissent opportuns afin de corriger ou compléter ceux existants. Il n'est pas saisi de situations individuelles.

### 6.1.2 Au niveau local :

Au sein de chaque structure, les instances de dialogue social examinent, une fois par an, les règles de répartition de crédits entre catégories et le bilan annuel de gestion (financier et statistique), comportant notamment les montants moyens annuels attribués par corps et par grade.

## **6.2 Transparence**

### 6.2.1 Information des personnels

L'autorité compétente centrale ou territoriale notifiera, par écrit, à chaque agent relevant de sa structure, le montant annuel de son attribution indemnitaire avant le versement de la rémunération de décembre 2010.

En outre, le chef de service portera à la connaissance du personnel, par voie de note interne, le bilan statistique des répartitions de primes par corps ou catégorie, c'est-à-dire à la fois des données en moyenne et, si cela ne remet pas en cause le respect de l'anonymat, en écart moyen interdécile ou interquartile.

### 6.2.2 Echanges d'Informations entre échelons administratifs

L'administration centrale organisera les remontées d'informations afin de pouvoir établir un bilan statistique national présenté devant le comité technique paritaire ministériel.

## **7. RECOURS INDEMNITAIRES**

La contestation du montant alloué à titre individuel doit faire l'objet d'un recours gracieux devant l'autorité administrative qui a pris la décision.

Si le désaccord persiste, le requérant formalise son recours et le transmet, par la voie hiérarchique, au président de la commission administrative paritaire (CAP) de son corps d'appartenance, au minimum deux mois avant la date de sa tenue, à l'adresse suivante :

Ministère du travail, de l'emploi et de la santé  
Ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et de la vie associative  
Ministère des solidarités et de la cohésion sociale  
Ministère de la ville  
Ministère des sports  
Direction des ressources humaines

Sous direction de la gestion du personnel  
DRH1 (suivi de la lettre du bureau assurant la gestion du corps)

14, avenue Duquesne  
75350 – PARIS 07 SP

Un recours contentieux devant la juridiction administrative compétente peut être déposé dans le délai de deux mois à compter de la notification du montant de l'attribution indemnitaire.

## **8. CAS PARTICULIERS DES AGENTS CONTRACTUELS A DUREE DETERMINEE (dispositions de l'article 4 de la loi n° 84-16)**

Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2003, les agents bénéficiant d'un contrat conclu selon les dispositions de l'article 4 de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984 (contrats à durée déterminée) ne perçoivent plus de primes (IFTS ou IAT) mais, en lieu et place, un complément de rémunération.

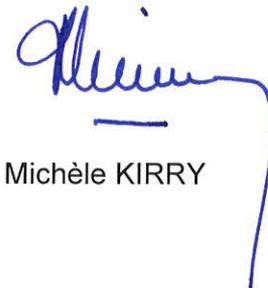
Les règles énoncées ci dessus s'appliquent à ce complément de rémunération de la même manière qu'aux primes des agents titulaires.

En administration centrale, les attributions individuelles se font dans le cadre d'une dotation spécifique calculée à partir des montants moyens annuels de référence par catégorie de contrat et des effectifs réels (équivalents temps plein rémunérés) présents au premier jour du semestre.

S'agissant du complément de rémunération, il s'assimile pour les modalités d'attribution et de répartition, à une indemnité.

Je vous invite à me faire part de toute difficulté que vous pourriez rencontrer dans la mise en œuvre de la présente note de service.

Pour les ministres et par délégation,  
La Directrice des ressources humaines



Michèle KIRRY

**TEXTES DE REFERENCE DES INDEMNITES ALLOUEES  
AUX PERSONNELS D'ADMINISTRATION CENTRALE  
- corps spécifiques santé, solidarité -**

ANNEXE 1a

Corps/Grade/Emploi	Indemnité	Textes de référence
Médecin inspecteur de santé publique	Indemnité spéciale	- Décret n° 73-964 du 11 octobre 1973 - Arrêté du 15 février 1989 - Arrêté du 30 juillet 2008
	Indemnité de technicité	- Décret n° 91-657 du 15 juillet 1991 - Arrêté du 30 juillet 2008
Pharmacien inspecteur de santé publique	Indemnité de sujétion spéciale	- Décret n° 79-126 du 1er février 1979 - Arrêté du 30 juillet 2008
	Indemnité de technicité	- Décret n° 92-1077 du 1er octobre 1992 - Arrêté du 30 juillet 2008
Ingénieur du génie sanitaire	Indemnité spéciale	- Décret n°90-976 du 30 octobre 1990 - Arrêté du 20 septembre 2004
Conseiller d'administration	IFTS	- Décret n°2002-62 du 14 janvier 2002 - Arrêté du 16 mai 2005
	Indemnité de fonctions et de résultats	- Décret n°2004-1082 du 13 octobre 2004 - Arrêté du 26 novembre 2004
	Prime de rendement	- Décrets : n°45-1753 du 6 août 1945 n°50-196 du 6 février 1950 - Arrêté du 16 mai 2005
Attaché d'administration des affaires sociales Chargé d'études documentaires	IFTS	- Décret n°2002-62 du 14 janvier 2002 - Arrêté du 14 janvier 2002
	Indemnité de fonctions et de résultats	- Décret n°2004-1082 du 13 octobre 2004 - Arrêté du 26 novembre 2004
	Prime de rendement	- Décrets : n°45-1753 du 6 août 1945 n°50-196 du 6 février 1950 - Arrêté du 27 janvier 2003
Inspecteur de l'action sanitaire et sociale	IFTS	- Décret n°2002-62 du 14 janvier 2002 - Arrêté du 14 janvier 2002
	Prime de rendement	- Décrets : n°45-1753 du 6 août 1945 n°50-196 du 6 février 1950 - Arrêté du 27 janvier 2003
	Indemnité de fonctions et de résultats	- Décret n°2004-1082 du 13 octobre 2004 - Arrêté du 26 novembre 2004
Conseiller technique de service social Assistant de service social	Indemnité forfaitaire représentative de sujétions et de travaux supplémentaires	- Décret n°2002-1105 du 30 août 2002 - Arrêté du 30 août 2002
	Prime de rendement	- Décrets : n°45-1753 du 6 août 1945 n°50-196 du 6 février 1950 - Arrêté du 27 janvier 2003
Infirmier au dessus de l'indice brut 380	IFTS	- Décret n°2002-62 du 14 janvier 2002 - Arrêté du 14 janvier 2002 - Arrêté du 22 janvier 2004
	Prime de rendement	- Décrets : n°45-1753 du 6 août 1945 n°50-196 du 6 février 1950 - Arrêté du 27 janvier 2003
Infirmier au dessous de l'indice brut 380	IAT	- Décret n°2002-61 du 14 janvier 2002 - Arrêté du 14 janvier 2002 - Arrêté du 22 janvier 2004
	Prime de rendement	- Décrets : n°45-1753 du 6 août 1945 n°50-196 du 6 février 1950 - Arrêté du 27 janvier 2003
Technicien sanitaire	Indemnité spéciale	- Décret n°92-1438 du 30 décembre 1992 - Arrêté du 20 septembre 2004
Secrétaire administratif : - de classe exceptionnelle - de classe supérieure - de classe normale au dessus de l'indice brut 380	IFTS	- Décret n°2002-62 du 14 janvier 2002 - Arrêté du 14 janvier 2002
	Prime de rendement	- Décrets : n°45-1753 du 6 août 1945 n°50-196 du 6 février 1950 - Arrêté du 27 janvier 2003
Secrétaire administratif de classe normale jusqu'à l'indice brut 380	IAT	- Décret n°2002-61 du 14 janvier 2002 - Arrêté du 26 novembre 2004
	Prime de rendement	- Décrets : n°45-1753 du 6 août 1945 n°50-196 du 6 février 1950 - Arrêté du 27 janvier 2003
Personnel de catégorie C	IAT	- Décret n°2002-61 du 14 janvier 2002 - Arrêté du 26 novembre 2004
	Prime de rendement	- Décrets : n°45-1753 du 6 août 1945 n°50-196 du 6 février 1950 - Arrêté du 27 janvier 2003
Chef de garage Conducteur automobile	Indemnité représentative de sujétions spéciales et de travaux supplémentaires	- Décret n°2002-1247 du 4 octobre 2002 - Arrêté du 4 octobre 2002
	Prime de rendement	- Décrets : n°45-1753 du 6 août 1945 n°50-196 du 6 février 1950 - Arrêté du 27 janvier 2003
Contractuel sur emploi au dessus de l'indice brut 380	IFTS	- Décret n°2002-62 du 14 janvier 2002 - Arrêté du 14 janvier 2002
Contractuel sur emploi jusqu'à l'indice brut 380	IAT	- Décret n°2002-61 du 14 janvier 2002 - Arrêté du 26 novembre 2004

**TEXTES DE REFERENCE DES INDEMNITES ALLOUEES  
AUX PERSONNELS DES SERVICES TERRITORIAUX  
- corps spécifiques santé, solidarité -**

ANNEXE 1b

Corps/Grade/Emploi	Indemnité	Textes de référence
Médecin inspecteur de santé publique	Indemnité spéciale	- Décret n° 73-964 du 11 octobre 1973 - Arrêté du 15 février 1989 - Arrêté du 30 juillet 2008
	Indemnité de technicité	- Décret n° 91-657 du 15 juillet 1991 - Arrêté du 30 juillet 2008
Pharmacien inspecteur de santé publique	Indemnité de sujétion spéciale	- Décret n° 79-126 du 1er février 1979 - Arrêté du 30 juillet 2008
	Indemnité de technicité	- Décret n° 92-1077 du 1er octobre 1992 - Arrêté du 30 juillet 2008
Inspecteur de l'action sanitaire et sociale	IFTS	- Décret n°2002-63 du 14 janvier 2002 - Arrêté du 14 janvier 2002
	Indemnité de technicité	- Décret n° 2004-925 du 01 septembre 2004 - Arrêté du 1er septembre 2004
Attaché d'administration des affaires sociales affecté en services déconcentrés Chargé d'études documentaires	IFTS	- Décret n°2002-63 du 14 janvier 2002 - Arrêté du 14 janvier 2002
	Indemnité de gestion	- Décret n°2002-83 du 17 janvier 2002 - Arrêté du 17 janvier 2002
Ingénieur du génie sanitaire	Indemnité spéciale	- Décret n°90-976 du 30 octobre 1990 - Arrêté du 20 septembre 2004
Ingénieur d'études sanitaires	Indemnité spéciale	- Décret n°90-976 du 30 octobre 1990 - Arrêté du 20 septembre 2004
Conseiller technique de service social Assistant de service social	Indemnité forfaitaire représentative de sujétions et de travaux supplémentaires	- Décret n°2002-1105 du 30 août 2002 - Arrêté du 30 août 2002
Conseiller technique d'éducation spécialisée Educateur spécialisé		- Décret n°2002-1443 du 9 décembre 2002 - Arrêté du 9 décembre 2002
Infirmier au dessus de l'indice brut 380	IFTS	- Décret n°2002-63 du 14 janvier 2002 - Arrêté du 14 janvier 2002 - Arrêté du 22 janvier 2004
Infirmier au dessous de l'indice brut 380	IAT	- Décret n°2002-61 du 14 janvier 2002 - Arrêté du 14 janvier 2002 - Arrêté du 22 janvier 2004
Secrétaire administratif : - de classe exceptionnelle - de classe supérieure - de classe normale au dessus de l'indice brut 380	IFTS	- Décret n°2002-63 du 14 janvier 2002 - Arrêté du 14 janvier 2002
Secrétaire administratif de classe normale jusqu'à l'indice brut 380	IAT	- Décret n°2002-61 du 14 janvier 2002 - Arrêté du 26 novembre 2004
Technicien sanitaire	Indemnité spéciale	- Décret n°92-1438 du 30 décembre 1992 - Arrêté du 20 septembre 2004
Technicien de physiothérapie	IFTS	- Décret n°2002-63 du 14 janvier 2002 - Arrêté du 14 janvier 2002
Adjoint sanitaire	Indemnité spéciale	- Décret n°92-1438 du 30 décembre 1992 - Arrêté du 20 septembre 2004
Personnel de catégorie C	IAT	- Décret n°2002-61 du 14 janvier 2002 - Arrêté du 26 novembre 2004
Chef de garage Conducteur automobile	Indemnité représentative de sujétions spéciales et de travaux supplémentaires	- Décret n°2002-1247 du 4 octobre 2002 - Arrêté du 4 octobre 2002
Contractuel sur emploi au dessus de l'indice brut 380	IFTS	- Décret n°2002-63 du 14 janvier 2002 - Arrêté du 14 janvier 2002
Contractuel sur emploi jusqu'à l'indice brut 380	IAT	- Décret n°2002-61 du 14 janvier 2002 - Arrêté du 14 janvier 2002

**TEXTES DE REFERENCE DES INDEMNITES ALLOUEES  
AUX PERSONNELS D'ADMINISTRATION CENTRALE  
- corps spécifiques jeunesse et sports -**

Corps	Indemnité	Textes de référence
Inspecteurs de la jeunesse et des sports	IFTS	- Décret n°2002-62 du 14 janvier 2002 - Arrêté du 14 janvier 2002 - Arrêté du 6 juillet 2005
	Prime de rendement	- Décrets : n°45-1753 du 6 août 1945 n°50-196 du 6 février 1950 - Arrêté du 15 octobre 2004
Conseillers techniques et pédagogiques supérieurs	IFTS	- Décret n°2002-62 du 14 janvier 2002 - Arrêté du 14 janvier 2002 - Arrêté du 6 juillet 2005
	Prime de rendement	- Décrets : n°45-1753 du 6 août 1945 n°50-196 du 6 février 1950 - Arrêté du 15 octobre 2004
Professeurs de sport	IFTS	- Décret n°2002-62 du 14 janvier 2002 - Arrêté du 14 janvier 2002 - Arrêté du 6 juillet 2005
	Prime de rendement	- Décrets : n°45-1753 du 6 août 1945 n°50-196 du 6 février 1950 - Arrêté du 15 octobre 2004
Conseillers d'éducation populaire et de jeunesse	IFTS	- Décret n°2002-62 du 14 janvier 2002 - Arrêté du 14 janvier 2002 - Arrêté du 6 juillet 2005
	Prime de rendement	- Décrets : n°45-1753 du 6 août 1945 n°50-196 du 6 février 1950 - Arrêté du 15 octobre 2004
Chargés d'éducation populaire et de jeunesse	IFTS	- Décret n°2002-62 du 14 janvier 2002 - Arrêté du 14 janvier 2002 - Arrêté du 6 juillet 2005
	Prime de rendement	- Décrets : n°45-1753 du 6 août 1945 n°50-196 du 6 février 1950 - Arrêté du 15 octobre 2004

**TEXTES DE REFERENCE DES INDEMNITES ALLOUEES**  
**AUX PERSONNELS DES SERVICES TERRITORIAUX**  
**- corps spécifiques jeunesse et sports -**

Corps	Indemnité	Textes de référence
Inspecteurs de la jeunesse et des sports	Indemnité de sujétions	- Décret n° 90-944 du 23 octobre 1990 - Arrêté du 27 décembre 2010
Conseillers techniques et pédagogiques supérieurs	Indemnité de sujétions	- Décret n° 2004-1228 du 17 novembre 2004 - Arrêté du 27 décembre 2010
Professeurs de sport	Indemnité de sujétions	- Décret n° 2004-1054 du 1er octobre 2004 - Arrêté du 27 décembre 2010
Conseillers d'éducation populaire et de jeunesse	Indemnité de sujétions	- Décret n° 2004-1055 du 1er octobre 2004 - Arrêté du 27 décembre 2010
Chargés d'éducation populaire et de jeunesse	Indemnité de sujétions	- Décret n° 88-89 du 28 janvier 1988 - Arrêté du 27 décembre 2010

**TEXTES DE REFERENCE DES INDEMNITES ALLOUEES  
AUX PERSONNELS D'ADMINISTRATION CENTRALE  
- corps éducation nationale -**

ANNEXE 1e

Corps/Grade/Emploi	Indemnité	Textes de référence
Ingénieurs de recherche Ingénieurs d'études Assistants ingénieurs	IFTS	- Décret n°2002-62 du 14 janvier 2002 - Arrêté du 26 mai 2003 - Arrêté du 6 juillet 2005
	Indemnité de fonctions et de résultats	- Décret n°2004-1082 du 13 octobre 2004 - Arrêté du 10 novembre 2004
	Prime de rendement	- Décret n°45-1753 du 6 août 1945 - Décret n°50-196 du 6 février 1950 - Arrêté du 15 octobre 2004
Professeurs agrégés Professeurs certifiés Professeurs des écoles Professeurs d'E.P.S.	IFTS	- Décret n°2002-62 du 14 janvier 2002 - Arrêté du 26 mai 2003 - Arrêté du 6 juillet 2005
	Indemnité de fonctions et de résultats	- Décret n°2004-1082 du 13 octobre 2004 - Arrêté du 10 novembre 2004
	Prime de rendement	- Décret n°45-1753 du 6 août 1945 - Décret n°50-196 du 6 février 1950 - Arrêté du 15 octobre 2004
Administrateur de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	IFTS	- Décret n°2002-62 du 14 janvier 2002 - Arrêté du 26 mai 2003 - Arrêté du 6 juillet 2005
	Indemnité de fonctions et de résultats	- Décret n°2004-1082 du 13 octobre 2004 - Arrêté du 10 novembre 2004
	Prime de rendement	- Décret n°45-1753 du 6 août 1945 - Décret n°50-196 du 6 février 1950 - Arrêté du 15 octobre 2004
Conseillers d'administration scolaire et universitaire	IFTS	- Décret n°2002-62 du 14 janvier 2002 - Arrêté du 26 mai 2003 - Arrêté du 6 juillet 2005
	Indemnité de fonctions et de résultats	- Décret n°2004-1082 du 13 octobre 2004 - Arrêté du 10 novembre 2004
	Prime de rendement	- Décret n°45-1753 du 6 août 1945 - Décret n°50-196 du 6 février 1950 - Arrêté du 15 octobre 2004
Chef de mission	IFTS	- Décret n°2002-62 du 14 janvier 2002 - Arrêté du 26 mai 2003 - Arrêté du 6 juillet 2005
	Indemnité de fonctions et de résultats	- Décret n°2004-1082 du 13 octobre 2004 - Arrêté du 10 novembre 2004
	Prime de rendement	- Décret n°45-1753 du 6 août 1945 - Décret n°50-196 du 6 février 1950 - Arrêté du 15 octobre 2004
Attachés d'administration de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur	IFTS	- Décret n°2002-62 du 14 janvier 2002 - Arrêté du 26 mai 2003
	Indemnité de fonctions et de résultats	- Décret n°2004-1082 du 13 octobre 2004 - Arrêté du 10 novembre 2004
	Prime de rendement	- Décret n°45-1753 du 6 août 1945 - Décret n°50-196 du 6 février 1950 - Arrêté du 15 octobre 2004
Techniciens de recherche et de formation : - de classe exceptionnelle - de classe supérieure - de classe normale au dessus de l'indice brut 380	IFTS	- Décret n°2002-62 du 14 janvier 2002 - Arrêté du 26 mai 2003 - Arrêté du 6 juillet 2005
	Prime de rendement	- Décret n°45-1753 du 6 août 1945 - Décret n°50-196 du 6 février 1950 - Arrêté du 15 octobre 2004
Techniciens de recherche et de formation de classe normale jusqu'à l'indice brut 380	IAT	- Décret n°2002-61 du 14 janvier 2002 - Arrêté du 26 mai 2003 - Arrêté du 6 juillet 2005
	Prime de rendement	- Décret n°45-1753 du 6 août 1945 - Décret n°50-196 du 6 février 1950 - Arrêté du 15 octobre 2004
Chefs de service intérieur au dessus de l'indice brut 380	IFTS	- Décret n°2002-62 du 14 janvier 2002 - Arrêté du 26 mai 2003 - Arrêté du 6 juillet 2005
	Prime de rendement	- Décret n°45-1753 du 6 août 1945 - Décret n°50-196 du 6 février 1950 - Arrêté du 15 octobre 2004
Secrétaires administratifs : - de classe exceptionnelle - de classe supérieure - de classe normale au dessus de l'indice brut 380	IFTS	- Décret n°2002-62 du 14 janvier 2002 - Arrêté du 26 mai 2003
	Prime de rendement	- Décret n°45-1753 du 6 août 1945 - Décret n°50-196 du 6 février 1950 - Arrêté du 15 octobre 2004
Secrétaires administratifs de classe normale jusqu'à l'indice brut 380	IAT	- Décret n°2002-61 du 14 janvier 2002 - Arrêté du 23 novembre 2004
	Prime de rendement	- Décret n°45-1753 du 6 août 1945 - Décret n°50-196 du 6 février 1950 - Arrêté du 15 octobre 2004
Personnel de catégorie C	IAT	- Décret n°2002-61 du 14 janvier 2002 - Arrêté du 23 novembre 2004 - Arrêté du 6 juillet 2005
	Prime de rendement	- Décret n°45-1753 du 6 août 1945 - Décret n°50-196 du 6 février 1950 - Arrêté du 15 octobre 2004
Chefs de garage Conducteurs automobiles	Indemnité représentative de sujétions spéciales et de travaux supplémentaires	- Décret n°2002-1247 du 4 octobre 2002 - Arrêté du 4 octobre 2002
	Prime de rendement	- Décret n°45-1753 du 6 août 1945 - Décret n°50-196 du 6 février 1950 - Arrêté du 15 octobre 2004
Contractuels sur emploi au dessus de l'indice brut 380	IFTS	- Décret n°2002-62 du 14 janvier 2002 - Arrêté du 26 mai 2003 - Arrêté du 6 juillet 2005
Contractuels sur emploi jusqu'à l'indice brut 380	IAT	- Décret n°2002-61 du 14 janvier 2002 - Arrêté du 23 novembre 2004 - Arrêté du 6 juillet 2005

**TEXTES DE REFERENCE DES INDEMNITES ALLOUEES  
AUX PERSONNELS SERVICES TERRITORIAUX  
- corps éducation nationale -**

ANNEXE 1f

Corps/Grade/Emploi	Indemnité	Textes de référence
Ingénieur de recherche Ingénieur d'études Assistant ingénieur de recherche et de formation de recherche et de formation Technicien Adjoint technique	Prime de participation à la recherche	- Décret n° 86-1170 du 30 octobre 1986 - Arrêté du 30 octobre 1986
Secrétaire générale d'administration scolaire et universitaire	IFTS	- Décret n°2002-63 du 14 janvier 2002 - Arrêté du 14 janvier 2002 - Arrêté du 20 février 2002
Conseillers d'administration scolaire et universitaire	IFTS	- Décret n°2002-63 du 14 janvier 2002 - Arrêté du 14 janvier 2002 - Arrêté du 20 février 2002
Administrateur de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	IFTS	- Décret n°2002-63 du 14 janvier 2002 - Arrêté du 14 janvier 2002 - Arrêté du 20 février 2002
Attachés d'administration de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur Chargés d'études documentaires Bibliothécaires	IFTS	- Décret n°2002-63 du 14 janvier 2002 - Arrêté du 14 janvier 2002 - Arrêté du 20 février 2002
Infirmières et infirmiers - de classe supérieure - de classe normale au dessus de l'indice brut 380	IFTS	- Décret n°2002-63 du 14 janvier 2002 - Arrêté du 14 janvier 2002 - Arrêté du 20 février 2002
Secrétaires administratifs - de classe exceptionnelle - de classe supérieure - de classe normale au dessus de l'indice brut 380	IFTS	- Décret n°2002-63 du 14 janvier 2002 - Arrêté du 14 janvier 2002
Secrétaire administratif de classe normale jusqu'à l'indice brut 380	IAT	- Décret n°2002-61 du 14 janvier 2002 - Arrêté du 23 novembre 2004
Personnel de catégorie C	IAT	- Décret n°2002-61 du 14 janvier 2002 - Arrêté du 30 septembre 2002 - Arrêté du 23 novembre 2004
Chefs de garage Conducteurs automobiles	Indemnité représentative de sujétions spéciales et de travaux supplémentaires	- Décret n°2002-1247 du 4 octobre 2002 - Arrêté du 4 octobre 2002

**BAREME INDEMNITAIRE 2011**  
**PERSONNEL D'ADMINISTRATION CENTRALE**  
**- secteur santé, solidarité -**

ANNEXE 2a

Cat.	GRADES	Montant moyen	Amplitude de modulation recommandée		Temps partiels (montants moyens)				
					90%	80%	70%	60%	50%
A	Médecin inspecteur général de santé publique	16 815	20 178	13 452	15 374	14 413	11 771	10 089	8 408
	Médecin inspecteur en chef de santé publique	16 040	17 110	12 832	14 665	13 749	11 228	9 624	8 020
	Médecin inspecteur de santé publique	16 040	17 000	12 832	14 665	13 749	11 228	9 624	8 020
	Pharmacien inspecteur général de santé publique	16 865	20 238	13 492	15 419	14 456	11 806	10 119	8 433
	Pharmacien inspecteur en chef de santé publique	16 015	17 110	12 812	14 642	13 727	11 211	9 609	8 008
	Pharmacien inspecteur de santé publique	16 015	17 000	12 812	14 642	13 727	11 211	9 609	8 008
	Ingénieur du génie sanitaire général / hors classe	21 760	24 000	17 408	19 895	18 651	15 232	13 056	10 880
	Ingénieur du génie sanitaire chef	18 360	21 000	14 688	16 786	15 737	12 852	11 016	9 180
	Ingénieur du génie sanitaire	16 545	19 000	13 236	15 127	14 181	11 582	9 927	8 273
	Conseiller d'administration	19 145	22 974	15 316	17 504	16 410	13 402	11 487	9 573
	Attaché principal/ Chargé d'études documentaires principal	16 695	20 034	13 356	15 264	14 310	11 687	10 017	8 348
	Attaché / Chargé d'études documentaires	12 150	14 580	9 720	11 109	10 414	8 505	7 290	6 075
	Inspecteur hors classe ASS	17 355	20 826	13 884	15 867	14 876	12 149	10 413	8 678
	Inspecteur principal ASS	17 170	20 604	13 736	15 698	14 717	12 019	10 302	8 585
	Inspecteur ASS / ITPASS / ITPE	12 165	14 598	9 732	11 122	10 427	8 516	7 299	6 083
	Conseiller technique de service social	6 570	7 884	5 256	6 007	5 631	4 599	3 942	3 285
B	Assistant de service social principal / éducateur spécialisé 1ère classe	5 325	6 390	4 260	4 869	4 564	3 728	3 195	2 663
	Assistant de service social / éducateur spécialisé 2ème classe	4 770	5 724	3 816	4 361	4 089	3 339	2 862	2 385
	Infirmier classe supérieure	5 325	6 390	4 260	4 869	4 564	3 728	3 195	2 663
	Infirmier	4 770	5 724	3 816	4 361	4 089	3 339	2 862	2 385
	Technicien sanitaire chef	9 685	11 200	7 748	8 855	8 301	6 780	5 811	4 843
	Technicien sanitaire principal	9 345	10 800	7 476	8 544	8 010	6 542	5 607	4 673
	Technicien sanitaire	8 780	10 200	7 024	8 027	7 526	6 146	5 268	4 390
	Secrétaire administratif classe exceptionnelle	9 265	10 960	7 412	8 471	7 941	6 496	5 559	4 633
	Secrétaire administratif classe supérieure	8 090	9 708	6 472	7 397	6 934	5 663	4 854	4 045
	Secrétaire administratif classe normale	6 645	7 974	5 316	6 075	5 696	4 652	3 987	3 323
	Chef du service intérieur de 1ère catégorie	7 670	9 204	6 136	7 013	6 574	5 369	4 602	3 835
	Chef du service intérieur de 2ème catégorie	7 340	8 808	5 872	6 711	6 291	5 138	4 404	3 670
	Agent principal des services techniques de 1ère catégorie	7 670	9 204	6 136	7 013	6 574	5 369	4 602	3 835
	Agent principal des services techniques de 2ème catégorie	7 340	8 808	5 872	6 711	6 291	5 138	4 404	3 670
C	Adjoint administratif principal 1ère classe (E6)	5 765	6 918	4 612	5 271	4 941	4 036	3 459	2 883
	Adjoint administratif principal 2ème classe (E5)	5 495	6 594	4 396	5 024	4 710	3 847	3 297	2 748
	Adjoint administratif 1ère classe (E4)	5 310	6 372	4 248	4 855	4 551	3 717	3 186	2 655
	Adjoint administratif 2ème cl (E3)	5 040	6 048	4 032	4 608	4 320	3 528	3 024	2 520
	Adjoint technique principal 1ère classe (E6)	5 765	6 918	4 612	5 271	4 941	4 036	3 459	2 883
	Adjoint technique principal 2ème classe (E5)	5 495	6 594	4 396	5 024	4 710	3 847	3 297	2 748
	Adjoint technique 1ère classe (E4)	5 310	6 372	4 248	4 855	4 551	3 717	3 186	2 655
	Adjoint technique 2ème classe (E3)	5 040	6 048	4 032	4 608	4 320	3 528	3 024	2 520
	Adjoint technique principal 1ère classe (E6) fonction conducteur automobile	6 395	7 674	5 116	5 847	5 481	4 477	3 837	3 198
	Adjoint technique principal 2ème classe (E5) fonction conducteur automobile	6 310	7 572	5 048	5 769	5 409	4 417	3 786	3 155
	Adjoint technique 1ère classe (E4) fonction conducteur automobile	6 265	7 518	5 012	5 728	5 370	4 386	3 759	3 133
	Adjoint technique 2ème classe (E3) fonction conducteur automobile	5 355	6 426	4 284	4 896	4 590	3 749	3 213	2 678
Contractuels	Niveau 1 bis et 1/ Contractuel hors catégorie	3 695	4 434	2 956	3 378	3 167	2 587	2 217	1 848
	Niveau 2 / Contractuel 1ère catégorie	3 615	4 338	2 892	3 305	3 099	2 531	2 169	1 808
	Niveau 3 / Contractuel 2ème catégorie	3 245	3 894	2 596	2 967	2 781	2 272	1 947	1 623
	Niveau 4 / 3ème catégorie	2 790	3 348	2 232	2 551	2 391	1 953	1 674	1 395

**BAREME INDEMNITAIRE 2011**  
**SERVICES TERRITORIAUX**  
**- secteur santé, solidarité -**

ANNEXE 2b

Cat.	GRADES	Montant moyen	Amplitude de modulation recommandée		Temps partiels				
					90%	80%	70%	60%	50%
A	Médecin inspecteur général de santé publique,	16 815	20 178	13 452	15 374	14 413	11 771	10 089	8 408
	Médecin inspecteur en chef de santé publique	16 040	17 110	12 832	14 665	13 749	11 228	9 624	8 020
	Médecin inspecteur de santé publique	16 040	17 000	12 832	14 665	13 749	11 228	9 624	8 020
	Pharmacien inspecteur général de santé publique	16 865	20 238	13 492	15 419	14 456	11 806	10 119	8 433
	Pharmacien inspecteur en chef de santé publique	16 015	17 110	12 812	14 642	13 727	11 211	9 609	8 008
	Pharmacien inspecteur de santé publique	16 015	17 000	12 812	14 642	13 727	11 211	9 609	8 008
	Inspecteur hors classe ASS	16 940	18 949	13 552	15 488	14 520	11 858	10 164	8 470
	Inspecteur principal ASS / Attaché principal / Chargé d'études doc. principal	13 495	16 194	10 796	12 338	11 567	9 447	8 097	6 748
	Inspecteur ASS / Attaché / Chargé d'études documentaires	10 375	12 450	8 300	9 486	8 893	7 263	6 225	5 188
	Ingénieur du génie sanitaire général / hors classe	21 760	24 000	17 408	19 895	18 651	15 232	13 056	10 880
	Ingénieur du génie sanitaire chef	18 360	21 000	14 688	16 786	15 737	12 852	11 016	9 180
	Ingénieur du génie sanitaire	16 545	19 000	13 236	15 127	14 181	11 582	9 927	8 273
	Ingénieur d'études sanitaires principal	14 725	16 000	11 780	13 463	12 621	10 308	8 835	7 363
	Ingénieur d'études sanitaires	12 890	14 000	10 312	11 785	11 049	9 023	7 734	6 445
Conseiller technique SS / Conseiller technique ES	6 500	6 500	5 200	5 943	5 571	4 550	3 900	3 250	
B	Assistant de service social principal / éducateur spécialisé 1ère classe	5 250	5 250	4 200	4 800	4 500	3 675	3 150	2 625
	Assistant de service social / éducateur spécialisé 2ème classe	4 750	4 750	3 800	4 343	4 071	3 325	2 850	2 375
	Infirmier classe supérieure	5 325	6 390	4 260	4 869	4 564	3 728	3 195	2 663
	Infirmier	4 770	5 724	3 816	4 361	4 089	3 339	2 862	2 385
	Secrétaire administratif classe exceptionnelle	6 005	6 863	4 804	5 490	5 147	4 204	3 603	3 003
	Secrétaire administratif classe supérieure	5 375	6 450	4 300	4 914	4 607	3 763	3 225	2 688
	Secrétaire administratif classe normale	4 735	5 682	3 788	4 329	4 059	3 315	2 841	2 368
	Technicien sanitaire chef	9 685	11 200	7 748	8 655	8 301	6 780	5 811	4 843
	Technicien sanitaire principal	9 345	10 800	7 476	8 544	8 010	6 542	5 607	4 673
	Technicien sanitaire	8 780	10 200	7 024	8 027	7 526	6 146	5 268	4 390
	Technicien de physiothérapie de classe exceptionnelle	3 800	4 560	3 040	3 474	3 257	2 660	2 280	1 900
	Technicien de physiothérapie de classe supérieure	3 695	4 434	2 956	3 378	3 167	2 587	2 217	1 848
	Technicien de physiothérapie	3 590	4 308	2 872	3 282	3 077	2 513	2 154	1 795
C	Adjoint administratif principal 1ère classe (E6)	3 800	4 560	3 040	3 474	3 257	2 660	2 280	1 900
	Adjoint administratif principal 2ème classe (E5)	3 695	4 434	2 956	3 378	3 167	2 587	2 217	1 848
	Adjoint administratif 1ère classe (E4)	3 590	4 308	2 872	3 282	3 077	2 513	2 154	1 795
	Adjoint administratif 2ème classe (E3)	3 425	4 110	2 740	3 131	2 936	2 398	2 055	1 713
	Adjoint technique principal 1ère classe (E6)	3 800	4 560	3 040	3 474	3 257	2 660	2 280	1 900
	Adjoint technique principal 2ème classe (E5)	3 695	4 434	2 956	3 378	3 167	2 587	2 217	1 848
	Adjoint technique 1ère classe (E4)	3 590	4 308	2 872	3 282	3 077	2 513	2 154	1 795
	Adjoint technique 2ème classe (E3)	3 425	4 110	2 740	3 131	2 936	2 398	2 055	1 713
	Adjoint technique principal 1ère classe (E6) fonction conducteur automobile	4 120	4 944	3 296	3 767	3 531	2 884	2 472	2 060
	Adjoint technique principal 2ème classe (E5) fonction conducteur automobile	4 005	4 806	3 204	3 662	3 433	2 804	2 403	2 003
	Adjoint technique 1ère classe (E4) fonction conducteur automobile	3 885	4 662	3 108	3 552	3 330	2 720	2 331	1 943
	Adjoint technique 2ème classe (E3) fonction conducteur automobile	3 650	4 380	2 920	3 337	3 129	2 555	2 190	1 825
	Adjoint sanitaire principal 1ère classe (E6)	5 730	6 400	4 584	5 239	4 911	4 011	3 438	2 865
	Adjoint sanitaire principal 2ème classe (E5)	5 335	6 000	4 268	4 878	4 573	3 735	3 201	2 668
	Adjoint sanitaire 1ère classe (E4)	4 795	5 400	3 836	4 384	4 110	3 357	2 877	2 398
	Adjoint sanitaire 2ème classe (E3)	4 695	5 200	3 676	4 201	3 939	3 217	2 757	2 298
	Contractuels	Niveau 1 bis et 1 / Contractuel hors catégorie	3 220	3 864	2 576	2 944	2 760	2 254	1 932
Niveau 2 / Contractuel 1ère catégorie		2 840	3 408	2 272	2 597	2 434	1 988	1 704	1 420
Niveau 3 / Contractuel 2ème catégorie		2 370	2 844	1 896	2 167	2 031	1 659	1 422	1 185
Niveau 4 / Contractuel 3ème catégorie		2 175	2 610	1 740	1 989	1 864	1 523	1 305	1 088

**BAREME INDEMNITAIRE 2011**  
**SERVICES TERRITORIAUX - ZONES PRIORITAIRES**  
- secteur santé, solidarité -

ANNEXE 2c

Cat.	GRADES	Montant moyen	Amplitude de modulation recommandée		Temps partiels				
					90%	80%	70%	60%	50%
A	Médecin inspecteur de santé publique général	16 815	20 178	13 452	15 374	14 413	11 771	10 089	8 408
	Médecin inspecteur de santé publique chef	16 040	17 110	12 832	14 665	13 749	11 228	9 624	8 020
	Médecin inspecteur de santé publique	16 040	17 000	12 832	14 665	13 749	11 228	9 624	8 020
	Pharmacien inspecteur de santé publique général	16 866	20 238	13 492	15 419	14 456	11 806	10 119	8 433
	Pharmacien inspecteur de santé publique chef	16 015	17 110	12 812	14 642	13 727	11 211	9 609	8 008
	Pharmacien inspecteur de santé publique	16 015	17 000	12 812	14 642	13 727	11 211	9 609	8 008
	Inspecteur hors classe ASS	17 600	18 949	14 000	16 000	15 000	12 250	10 500	8 750
	Inspecteur principal ASS / Attaché principal / Chargé d'études doc. principal	14 055	16 866	11 244	12 850	12 047	9 839	8 433	7 028
	Inspecteur ASS / Attaché / Chargé d'études documentaires	10 935	13 122	8 748	9 998	9 373	7 655	6 561	5 468
	Ingénieur du génie sanitaire général / hors classe	21 760	24 000	17 408	19 895	18 651	15 232	13 056	10 880
	Ingénieur du génie sanitaire chef	13 760	21 000	11 008	12 581	11 794	9 632	8 256	6 880
	Ingénieur du génie sanitaire	16 545	19 000	13 236	15 127	14 161	11 582	9 927	8 273
	Ingénieur d'études sanitaires principal	14 725	16 000	11 780	13 463	12 621	10 308	8 835	7 363
	Ingénieur d'études sanitaires	12 890	14 000	10 312	11 785	11 049	9 023	7 734	6 445
	Conseiller technique SS / Conseiller technique ES	6 500	6 500	5 200	5 943	5 571	4 550	3 900	3 250
B	Assistant de service social principal/ éducateur spécialisé 1ère classe	5 260	5 250	4 200	4 800	4 500	3 675	3 150	2 625
	Assistant de service social / éducateur spécialisé 2ème classe	4 750	4 750	3 800	4 343	4 071	3 325	2 850	2 375
	Infirmier classe supérieure	5 325	6 390	4 260	4 869	4 564	3 728	3 195	2 663
	Infirmier	4 770	5 724	3 816	4 361	4 089	3 339	2 862	2 385
	Secrétaire administratif classe exceptionnelle	6 340	6 863	5 072	5 797	5 434	4 438	3 804	3 170
	Secrétaire administratif classe supérieure	5 710	6 852	4 568	5 221	4 894	3 997	3 426	2 855
	Secrétaire administratif classe normale	5 070	6 084	4 056	4 635	4 346	3 549	3 042	2 535
	Technicien sanitaire chef	9 685	11 200	7 748	8 855	8 301	6 780	5 811	4 843
	Technicien sanitaire principal	9 345	10 800	7 476	8 544	8 010	6 542	5 607	4 673
	Technicien sanitaire	8 780	10 200	7 024	8 027	7 526	6 146	5 268	4 390
	Technicien de physiothérapie de classe exceptionnelle	3 800	4 560	3 040	3 474	3 257	2 660	2 280	1 900
Technicien de physiothérapie de classe supérieure	3 695	4 434	2 956	3 378	3 167	2 587	2 217	1 848	
Technicien de physiothérapie	3 690	4 308	2 872	3 282	3 077	2 513	2 154	1 795	
C	Adjoint administratif principal 1ère classe (E6)	4 145	4 971	3 316	3 790	3 553	2 902	2 487	2 073
	Adjoint administratif principal 2ème classe (E5)	4 050	4 803	3 240	3 703	3 471	2 835	2 430	2 025
	Adjoint administratif 1ère classe (E4)	3 935	4 722	3 148	3 598	3 373	2 755	2 361	1 968
	Adjoint administratif 2ème cl (E3)	3 770	4 524	3 016	3 447	3 231	2 639	2 262	1 885
	Adjoint technique principal 1ère classe (E6)	4 145	4 971	3 316	3 790	3 553	2 902	2 487	2 073
	Adjoint technique principal 2ème classe (E5)	4 050	4 803	3 240	3 703	3 471	2 835	2 430	2 025
	Adjoint technique 1ère classe (E4)	3 935	4 722	3 148	3 598	3 373	2 755	2 361	1 968
	Adjoint technique 2ème classe (E3)	3 770	4 524	3 016	3 447	3 231	2 639	2 262	1 885
	Adjoint technique principal 1ère classe (E6) fonction conducteur automobile	4 470	5 364	3 576	4 087	3 831	3 129	2 682	2 235
	Adjoint technique principal 2ème classe (E5) fonction conducteur automobile	4 355	5 226	3 484	3 982	3 733	3 049	2 613	2 178
	Adjoint technique 1ère classe (E4) fonction conducteur automobile	4 235	5 082	3 388	3 872	3 630	2 965	2 541	2 118
	Adjoint technique 2ème classe (E3) fonction conducteur automobile	4 000	4 800	3 200	3 657	3 429	2 800	2 400	2 000
	Adjoint sanitaire principal 1ère classe (E6)	5 730	6 400	4 584	5 239	4 911	4 011	3 438	2 865
	Adjoint sanitaire principal 2ème classe (E5)	5 335	6 000	4 268	4 878	4 573	3 735	3 201	2 668
	Adjoint sanitaire 1ère classe (E4)	4 795	5 400	3 836	4 384	4 110	3 357	2 877	2 398
	Adjoint sanitaire 2ème classe (E3)	4 595	5 200	3 676	4 201	3 939	3 217	2 757	2 298
Contractuels	Niveau 1 bis et 1 / Contractuel hors catégorie	3 355	4 026	2 684	3 067	2 876	2 349	2 013	1 678
	Niveau 2 / Contractuel 1ère catégorie	2 980	3 576	2 384	2 725	2 554	2 086	1 788	1 490
	Niveau 3 / Contractuel 2ème catégorie	2 505	3 006	2 004	2 290	2 147	1 754	1 503	1 253
	Niveau 4 / Contractuel 3ème catégorie	2 310	2 772	1 848	2 112	1 980	1 617	1 386	1 155

Les zones prioritaires sont les directions départementales et régionales des régions suivantes :

ILE-DE-FRANCE / NORD-PAS-DE-CALAIS / HAUTE NORMANDIE / LORRAINE / CHAMPAGNE-ARDENNE / PICARDIE / ALSACE.

**BAREME INDEMNITAIRE 2011  
ADMINISTRATION CENTRALE  
- corps MEN et sports -**

Annexe 2d

CATEGORIE	GRADE/EMPLOIS JS	MONTANT MOYEN 2011	amplitude de modulation recommandée	Temps partiels (montants moyens)					
				90%	80%	70%	60%	50%	
CATEGORIE A +	IPJS	23 575	28 290	18 860	21 554	20 207	16 503	14 145	11 788
	INSP JS 1CL	17 355	20 826	13 884	15 867	14 876	12 149	10 413	8 678
	CTPS HC	22 185	26 622	17 748	20 283	19 016	15 530	13 311	11 093
	CTPS CN	17 605	21 126	14 084	16 096	15 090	12 324	10 563	8 803
	IGR HC	23 920	28 704	19 136	21 870	20 503	16 744	14 352	11 960
	IGR 1CL	18 450	22 140	14 760	16 869	15 814	12 915	11 070	9 225
	PROF AGR HC	22 185	26 622	17 748	20 283	19 016	15 530	13 311	11 093
	PROF AGR CN	17 605	21 126	14 084	16 096	15 090	12 324	10 563	8 803
	ADM EN	23 575	28 290	18 860	21 554	20 207	16 503	14 145	11 788
CHEF MISSION	21 840	26 208	17 472	19 968	18 720	15 288	13 104	10 920	
CATEGORIE A	INSP JS 2CL	15 605	18 726	12 484	14 267	13 376	10 924	9 363	7 803
	CHEPJ CE	15 835	19 002	12 668	14 478	13 573	11 085	9 501	7 918
	CHEPJ HC	12 005	14 406	9 604	10 976	10 290	8 404	7 203	6 003
	CHEPJ CN	9 360	11 232	7 488	8 558	8 023	6 552	5 616	4 680
	CEPJ HC	15 835	19 002	12 668	14 478	13 573	11 085	9 501	7 918
	CEPJ CN	12 005	14 406	9 604	10 976	10 290	8 404	7 203	6 003
	PS HC	15 835	19 002	12 668	14 478	13 573	11 085	9 501	7 918
	PS CN	12 005	14 406	9 604	10 976	10 290	8 404	7 203	6 003
	IGR 2CL	15 835	19 002	12 668	14 478	13 573	11 085	9 501	7 918
	IGE HC	15 835	19 002	12 668	14 478	13 573	11 085	9 501	7 918
	IGE 1CL	12 005	14 406	9 604	10 976	10 290	8 404	7 203	6 003
	IGE 2CL	10 015	12 018	8 012	9 157	8 584	7 011	6 009	5 008
	ASI	9 585	11 502	7 668	8 763	8 216	6 710	5 751	4 793
	PROF CERT HC	15 835	19 002	12 668	14 478	13 573	11 085	9 501	7 918
	PROF CERT CN	12 005	14 406	9 604	10 976	10 290	8 404	7 203	6 003
	PROF. ECOLE HC	15 835	19 002	12 668	14 478	13 573	11 085	9 501	7 918
	PROF. ECOLE CN	12 005	14 406	9 604	10 976	10 290	8 404	7 203	6 003
	PROF EPS HC	15 835	19 002	12 668	14 478	13 573	11 085	9 501	7 918
	PROF EPS CN	12 005	14 406	9 604	10 976	10 290	8 404	7 203	6 003
	PLP	12 005	14 406	9 604	10 976	10 290	8 404	7 203	6 003
	CASU CN	16 695	20 034	13 356	15 264	14 310	11 687	10 017	8 348
APAENES	16 695	20 034	13 356	15 264	14 310	11 687	10 017	8 348	
ADAENES	12 150	14 580	9 720	11 109	10 414	8 505	7 290	6 075	
CATEGORIE B et ASSIMILEE	SAENES TECH CE	9 265	10 960	7 412	8 471	7 941	6 486	5 559	4 633
	SAENES TECH CS	8 090	9 708	6 472	7 397	6 934	5 663	4 854	4 045
	SAENES TECH CN CN IF - IB > 380	6 645	7 974	5 316	6 075	5 696	4 652	3 987	3 323
	SAENES TECH CN IAT - IB = ou < 380	6 645	7 974	5 316	6 075	5 696	4 652	3 987	3 323
	APST 1	8 090	9 708	6 472	7 397	6 934	5 663	4 854	4 045
	APST 2	6 645	7 974	5 316	6 075	5 696	4 652	3 987	3 323
	CHEF SERVICE INT 1C	7 670	9 204	6 136	7 013	6 574	5 369	4 602	3 835
CHEF SERVICE INT 2C	7 340	8 808	5 872	6 711	6 291	5 138	4 404	3 670	
CATEGORIE C	ATP 1 (E6)	5 765	6 918	4 612	5 271	4 941	4 036	3 459	2 883
	AAP1 (E6)	5 765	6 918	4 612	5 271	4 941	4 036	3 459	2 883
	AAP2 -ATP2 (E5)	5 495	6 594	4 396	5 024	4 710	3 847	3 297	2 748
	AA 1 AT1 (E4)	5 310	6 372	4 248	4 855	4 551	3 717	3 186	2 655
	AA2 AT2 (E3)	5 040	6 048	4 032	4 608	4 320	3 528	3 024	2 520
	ATP1(E6) fonction conducteur automobile	6 395	7 674	5 116	5 847	5 481	4 477	3 837	3 198
	ATP2 (E5) fonction conducteur automobile	6 310	7 572	5 048	5 769	5 409	4 417	3 786	3 155
	AT 1 (E4) fonction conducteur automobile	6 265	7 518	5 012	5 728	5 370	4 386	3 759	3 133
	AT 2 (E3) fonction conducteur automobile	5 355	6 426	4 284	4 896	4 590	3 749	3 213	2 678

**BAREME INDEMNITAIRE 2011**  
**SERVICES TERRITORIAUX - corps MEN et sports -**

Annexe 2e

CATEGORIE	GRADE/EMPLOIS JS	Montants moyens 2011	amplitude de modulation recommandée	Temps partiels (montants moyens)					
				90%	80%	70%	60%	50%	
CATEGORIE A	IGR HC	7 425	8 910	5 940	6 789	6 364	5 198	4 455	3 713
	IGR 1CL	6 816	8 179	5 453	6 232	5 842	4 771	4 090	3 408
	IGR 2CL	5 172	6 206	4 138	4 729	4 433	3 620	3 103	2 586
	IGE HC	3 519	4 223	2 815	3 217	3 016	2 463	2 111	1 760
	IGE 1CL	2 900	3 480	2 320	2 651	2 486	2 030	1 740	1 450
	IGE 2CL	2 900	3 480	2 320	2 651	2 486	2 030	1 740	1 450
	ASI	2 422	2 908	1 938	2 214	2 076	1 695	1 453	1 211
	CTPS HC	5 997	6 664	4 798	5 483	5 140	4 198	3 598	2 999
	CTPS CN	5 976	6 664	4 781	5 463	5 122	4 183	3 585	2 988
	CHEPJ CN/HC/GE	4 871	5 215	3 897	4 453	4 175	3 410	2 922	2 435
	CEPJ HC	4 871	5 412	3 897	4 453	4 175	3 410	2 922	2 435
	CEPJ CN	4 871	5 412	3 897	4 453	4 175	3 410	2 922	2 435
	IPJS	9 288	9 288	7 430	8 492	7 981	6 502	5 573	4 644
	INSP JS 1CL	7 776	7 776	6 221	7 109	6 665	5 443	4 666	3 888
	INSP JS 2CL	7 776	7 776	6 221	7 109	6 665	5 443	4 666	3 888
	PS HC	4 871	5 412	3 897	4 453	4 175	3 410	2 922	2 435
	PS CN	4 871	5 412	3 897	4 453	4 175	3 410	2 922	2 435
	SGASU	7 356	8 827	5 885	6 725	6 305	5 149	4 414	3 678
	CASU HC	7 356	8 827	5 885	6 725	6 305	5 149	4 414	3 678
	ADM EN	7 356	8 827	5 885	6 725	6 305	5 149	4 414	3 678
	APAENES	7 356	8 827	5 885	6 725	6 305	5 149	4 414	3 678
	ADAENES	5 394	6 472	4 315	4 931	4 623	3 776	3 236	2 697
	Chargé d'études documentaires	5 394	6 472	4 315	4 931	4 623	3 776	3 236	2 697
Bibliothécaire	5 394	6 472	4 315	4 931	4 623	3 776	3 236	2 697	
CATEGORIE B et ASSIMILEE	infirmière et infirmier CS	4 289	5 147	3 431	3 921	3 676	3 002	2 573	2 145
	infirmière et infirmier CN > 4e éch.	4 289	5 147	3 431	3 921	3 676	3 002	2 573	2 145
	Technicien RF CE	1 769	2 123	1 415	1 617	1 516	1 238	1 061	885
	Technicien RF CS	1 578	1 894	1 262	1 443	1 353	1 105	947	789
	Technicien RF CN	1 578	1 894	1 262	1 443	1 353	1 105	947	789
	SAENES CE	4 289	5 147	3 431	3 921	3 676	3 002	2 573	2 145
	SAENES CS	4 289	5 147	3 431	3 921	3 676	3 002	2 573	2 145
	SAENES CN IFTS - IB > 380	4 289	5 147	3 431	3 921	3 676	3 002	2 573	2 145
SAENES CN IAT - IB =< 380	2 943	3 532	2 354	2 691	2 523	2 060	1 766	1 472	
CATEGORIE C	Adjoint technique P1 RF	1 341	1 609	1 073	1 226	1 149	939	805	671
	Adjoint technique P2 RF	1 341	1 609	1 073	1 226	1 149	939	805	671
	Adjoint technique 1 RF	1 310	1 572	1 048	1 198	1 123	917	786	655
	Adjoint technique 2 RF	1 310	1 572	1 048	1 198	1 123	917	786	655
	AAP1 (E6)	2 381	2 857	1 904	2 176	2 040	1 666	1 428	1 190
	AAP2(E5)	2 348	2 818	1 879	2 147	2 013	1 644	1 409	1 174
	AA 1 (E4)	2 322	2 786	1 857	2 123	1 990	1 625	1 393	1 161
	AA2 (E3)	2 246	2 696	1 797	2 054	1 926	1 573	1 348	1 123
	Maître ouvrier principal (E6)	2 450	2 940	1 960	2 240	2 100	1 715	1 470	1 225
	Maître ouvrier (E5)	2 348	2 818	1 879	2 147	2 013	1 644	1 409	1 174
	Ouvrier professionnel principal (E4)	2 322	2 786	1 857	2 123	1 990	1 625	1 393	1 161
	Ouvrier professionnel principal (E3)	2 246	2 696	1 797	2 054	1 926	1 573	1 348	1 123
	ATP2 (E5)	2 348	2 818	1 879	2 147	2 013	1 644	1 409	1 174
	AT1 (E4)	2 322	2 786	1 857	2 123	1 990	1 625	1 393	1 161
	AST2(E3)	2 246	2 696	1 797	2 054	1 926	1 573	1 348	1 123
	Magasinier en chef principal (E6)	2 381	2 857	1 904	2 176	2 040	1 666	1 428	1 190
	Magasinier en chef(E5)	2 348	2 818	1 879	2 147	2 013	1 644	1 409	1 174
	Magasinier spécialisé CN(E3)	2 246	2 696	1 797	2 054	1 926	1 573	1 348	1 123
	Magasinier spécialisé HC (E4)	2 322	2 786	1 857	2 123	1 990	1 625	1 393	1 161
	Aide tech. Principal de laboratoire (E6)	2 450	2 940	1 960	2 240	2 100	1 715	1 470	1 225
	Aide tech. de laboratoire (E5)	2 348	2 818	1 879	2 147	2 013	1 644	1 409	1 174
	Aide principal de laboratoire (E4)	2 322	2 786	1 857	2 123	1 990	1 625	1 393	1 161
	Aide de laboratoire (E3)	2 246	2 696	1 797	2 054	1 926	1 573	1 348	1 123
	Agent chef ede 1ère cat. ((E4)	2 322	2 786	1 857	2 123	1 990	1 625	1 393	1 161
	Ouvrier d'entretien et accueil (E3)	2 246	2 696	1 797	2 054	1 926	1 573	1 348	1 123

PLAFONDS REGLEMENTAIRES  
- secteur santé, solidarité -

ANNEXE 3a

Plafonds réglementaires au 01/07/2010	Administration centrale	Services territoriaux
Conseiller d'administration	30 520	
Attaché principal	30 140	23 388
Attaché d'administration centrale	25 653	14 913
Inspecteur hors classe de l'action sanitaire et sociale	30 520	18 949
Inspecteur principal de l'action sanitaire et sociale	30 140	18 789
Inspecteur de l'action sanitaire et sociale	25 803	17 269
Médecin général de santé publique	20 500	20 500
Médecin inspecteur en chef de santé publique	17 110	17 110
Médecin inspecteur de santé publique	17 000	17 000
Pharmacien général de santé publique	20 500	20 500
Pharmacien inspecteur en chef de santé publique	17 110	17 110
Pharmacien inspecteur de santé publique	17 000	17 000
Ingénieur général du génie sanitaire	24 000	24 000
Ingénieur en chef du génie sanitaire	21 000	21 000
Ingénieur du génie sanitaire	19 000	19 000
Ingénieur principal d'études sanitaires		16 000
Ingénieurs d'études sanitaires		14 000
Chargé d'études documentaires principal	26 540	20 857
Chargé d'études documentaires	25 493	14 913
Inspecteur des instituts	26 413	
Ingénieur des télécommunications	33 330	
Inspecteur technique et pédagogique des écoles d'A.S.	26 033	
Conseiller technique de service social / d'éducation spécialisée	12 011	6 500
Secrétaire administratif de classe exceptionnelle	10 960	6 863
Secrétaire administratif de classe supérieure	10 578	6 863
Secrétaire administratif de classe normale > IB380	9 977	6 863
Secrétaire administratif de classe normale < IB380	10 697	6 067
Assistant de service social principal / Educateur 1ère classe	10 591	5 250
Assistant de service social / Educateur spécialisé 2ème classe	9 751	4 750
Infirmier de classe supérieure	11 160	6 863
Infirmier > IB380	10 157	6 863
Infirmier < IB380	10 877	6 067
Technicien sanitaire en chef	11 200	11 200
Technicien sanitaire principal	10 800	10 800
Technicien sanitaire	10 200	10 200
Technicien de physiothérapie de classe exceptionnelle		6 829
Technicien de physiothérapie de classe supérieure		6 829
Technicien de physiothérapie (IB > 380)		6 036
Technicien de physiothérapie (IB < 380)		6 036
Adjoint sanitaire principal 1ère classe (E6)		6 400
Adjoint sanitaire principal 2ème classe (E5)		6 000
Adjoint sanitaire 1ère classe (E4)		5 400
Adjoint sanitaire 2ème classe (E3)		5 200
Chef de service intérieur de 1ère catégorie	10 697	
Chef de service intérieur de 2ème catégorie	9 292	
Agent principal des services techniques de 1ère catégorie	10 578	
Agent principal des services techniques de 2ème catégorie	9 977	
Adjoint administratif principal de 1ère classe (E6)	9 272	4 971
Adjoint administratif principal de 2ème classe (E5)	8 723	4 803
Adjoint administratif de 1ère classe (E4)	8 476	4 786
Adjoint administratif de 2ème classe (E3)	8 227	4 676
Adjoint technique principal de 1ère classe (E6)	9 272	4 971
Adjoint technique principal de 2ème classe (E5)	8 723	4 803
Adjoint technique de 1ère classe (E4)	8 476	4 786
Adjoint technique de 2ème classe (E3)	8 227	4 676
Adj tech pal de 1ère classe fonction cond auto (E6)	12 221	7 200
Adj tech pal de 2ème classe fonction cond auto (E5)	11 681	6 800
Adj tech de 1ère classe fonction cond auto (E4)	11 291	6 400
Adj tech de 2ème classe fonction cond auto (E3)	10 991	6 000
Contractuel hors catégorie et 1ère catégorie	11 098	11 769
Contractuel 2ème catégorie	8 472	8 630
Contractuel 3ème catégorie > IB380	5 346	6 863
Contractuel 3ème catégorie < IB380	6 067	6 067

**PLAFONDS REGLEMENTAIRES**  
Secteur Jeunesse et Sport : Administration centrale

Annexe3b

<b>Plafonds réglementaires au 01/07/2010</b>			
<b>CATEGORIE</b>	<b>GRADE/EMPLOIS JS</b>		
<b>CATEGORIE A+</b>	IPJS	40 186	
	INSP JS 1CL	35 509	
	CTPS HC	39 236	
	CTPS CN	35 509	
	IGR HC	39 236	
	IGR 1CL	35 509	
	PROF AGR HC	39 236	
	PROF AGR CN	35 509	
	ADM EN	36 930	
	CHEF MISSION	35 509	
	<b>CATEGORIE A</b>	INSP JS 2CL	30 750
CHEPJ CE		33 740	
CHEPJ HC		29 990	
CHEPJ CN		19 073	
CEPJ HC		33 740	
CEPJ CN		29 990	
PS HC		33 740	
PS CN		29 990	
IGR 2CL		33 040	
IGE HC		33 740	
IGE 1CL		30 140	
IGE 2CL		19 863	
ASI		19 183	
PROF CERT HC		33 740	
PROF CERT CN		29 990	
PROF. ECOLE HC		33 740	
PROF. ECOLE CN		29 990	
PROF EPS HC		33 740	
PROF EPS CN		29 990	
PLP		29 990	
CASU CN		30 520	
APAENES		33 740	
ADAENES		20 253	
<b>CATEGORIE B et ASSIMILEE</b>		SAENES TECH CE	10 960
		SAENES TECH CS	10 578
		SAENES TECH CN CN IF - IB > 380	9 977
	SAENES TECH CN IAT - IB = ou < 380	9 340	
	SAENES CN IAT secrétaire dir.	10 282	
	APST 1	9 977	
	APST 2	9 977	
	CHEF SERVICE INT 1C	9 977	
	CHEF SERVICE INT 2C	9 667	
<b>CATEGORIE C</b>	ATP 1 (E6)	8 221	
	AAP1 (E6)	7 969	
	AAP2 -ATP2 (E5)	7 678	
	AA 1 AT1 (E4)	7 405	
	AA2 AT2 (E3)	7 145	
	AAP1 (E6) secrétaire dir.	8 731	
	AAP2 (E5) secrétaire dir.	8 429	
	AA 1 (E4) secrétaire dir.	8 148	
	AA2 (E3) secrétaire dir.	7 864	
	ATP1(E6) fonction conducteur automobile	12 211	
	ATP2 (E5) fonction conducteur automobile	11 681	
	AT 1 (E4) fonction conducteur automobile	11 281	
	AT 2 (E3) fonction conducteur automobile	10 991	

**PLAFONDS REGLEMENTAIRES**  
**Secteur Jeunesse et Sport : Services territoriaux**

Plafonds réglementaires au 01/07/2010		
CATEGORIE	GRADE/EMPLOIS JS	
<u>CATEGORIE A</u>	IGR HC	12 802
	IGR 1CL	11 752
	IGR 2CL	8 918
	IGE HC	6 068
	IGE 1CL	5 001
	IGE 2CL	5 001
	ASI	3 483
	CTPS HC	6 664
	CTPS CN	6 664
	CHEPJ HC	5 215
	CEPJ HC	5 412
	CEPJ CN	5 412
	IPJS	9 288
	INSP JS 1CL	7 776
	INSP JS 2CL	7 776
	PS HC	5 412
	PS CN	5 412
	SGASU	11 769
	CASU HC	11 769
	ADM EN	11 769
	APAENES	11 769
	ADAENES	8 630
	Chargé d'études documentaires	8 630
Bibliothécaire	8 630	
<u>CATEGORIE B et ASSIMILEE</u>	infirmière et infirmier CS	6 863
	infirmière et infirmier CN à partir du 4ème éch.	6 863
	Technicien RF CE	3 049
	Technicien RF CS	2 720
	Technicien RF CN	2 720
	SAENES CE	6 863
	SAENES CS	6 863
	SAENES CN IFTS - IB > 380	6 863
SAENES CN IAT IB =< 380	4 710	
<u>CATEGORIE C</u>	Adjoint technique P1 RF	2 311
	Adjoint technique P2 RF	2 311
	Adjoint technique 1 RF	2 258
	Adjoint technique 2 RF	2 258
	AAP1 (E6)	3 809
	AAP2(E5)	3 757
	AA 1 (E4)	3 714
	AA2 (E3)	3 594
	Maître ouvrier principal (E6)	3 920
	Maître ouvrier (E5)	3 757
	Ouvrier professionnel principal (E4)	3 714
	Ouvrier professionnel principal (E3)	3 594
	ATP2 (E5)	3 757
	AT1 (E4)	3 714
	AST2(E3)	3 594
	Magasinier en chef principal (E6)	3 809
	Magasinier en chef(E5)	3 757
	Magasinier spécialisé CN(E3)	3 594
	Magasinier spécialisé HC (E4)	3 714
	Aide tech. Principal de laboratoire (E6)	3 920
	Aide tech. de laboratoire (E5)	3 757
	Aide principal de laboratoire (E4)	3 714
	Aide de laboratoire (E3)	3 594
	Agent chef ede 1ère cat. ((E4)	3 714
	Ouvrier d'entretien et accueil (E3)	3 594

## REGLES D'ABATTEMENT

relatives aux modalités d'attribution des éléments accessoires de rémunération des personnels administratifs et techniques de l'administration centrale et des services territoriaux des secteurs santé, solidarité et sports

Dans le cadre du champ d'application défini au paragraphe 2 de la présente circulaire, il convient d'appliquer, depuis du 1<sup>er</sup> janvier 2008, les règles suivantes :

Les abattements pour des absences consécutives à l'un des motifs énumérés ci après sont à proscrire:

- congés annuels, jours d'ARTT ou congés bonifiés ;
- congé de formation – mobilité, congé pour formation syndicale ;
- cure thermale ;
- arrêt de travail lié à un accident de travail ou un accident de trajet ;
- congé de maternité (normal ou pathologique), congé de paternité ou congé d'adoption.

### Temps partiel

Les agents autorisés à exercer leurs fonctions à temps partiel sont rétablis, durant leur congé de maternité ou d'adoption, dans le droit des agents exerçant leurs fonctions à temps plein, tant au niveau de la rémunération principale qu'au niveau des primes (Circulaire Fonction Publique n°1864 du 9 août 1995).

Lorsque les agents exercent à temps partiel, leur attribution indemnitaire est calculée au prorata de leur quotité de travail et ce à compter de la date d'effet de l'arrêté plaçant l'agent dans cette position.

### Cessation progressive d'activité (CPA),

#### 1ère possibilité : temps de travail à 50 % dès le début

- rémunération 60 % pendant toute la période de CPA ;
- primes statutaires 60 % pendant toute la période de CPA.

#### 2ème possibilité : temps de travail à 80 % pendant les 2 premières années puis à 60 % ensuite

- rémunération 6/7ème pendant les 2 premières années de CPA ;
- primes statutaires 6/7ème pendant les 2 premières années de CPA ;

ensuite (au bout de 2 ans - quotité de temps de travail de 60 %) :

- rémunération 70% jusqu'à la fin de la CPA ;
- primes statutaires 70% jusqu'à la fin de la CPA.

### Congés de maladie ordinaire

L'agent perçoit ses rémunérations accessoires à proportion de son traitement principal.

Dès lors, l'agent en maladie ordinaire qui ne percevrait que la moitié de son traitement, ne percevrait que la moitié de ses rémunérations accessoires.

### Congés de longue maladie et longue durée

L'agent qui n'exerce pas ses fonctions et qui perçoit une rémunération spécifique, ne perçoit pas de rémunérations accessoires.

### Congé parental, congé individuel de formation et congé de fin d'activité

Les agents en congé parental, en congé individuel de formation ou en congé de fin d'activité ne doivent plus bénéficier de primes ou indemnités puisqu'ils ne perçoivent plus de traitement :

- les agents en congé parental ne perçoivent plus de rémunération ;
- les agents en congé individuel de formation perçoivent une indemnité mensuelle forfaitaire spécifique à cette situation administrative ;
- les agents en congé de fin d'activité reçoivent un revenu de remplacement.

### Temps partiel thérapeutique

En application de la loi n° 2007-148 du 2 février 2007 de modernisation de la fonction publique complétée par la circulaire DGAFP N° 177 du 1<sup>er</sup> juin 2007, le fonctionnaire réintégré à temps partiel thérapeutique quelque soit la quotité accordée, perçoit des primes et indemnités calculées au prorata de sa durée effective de service.

### Départ à la retraite

L'agent partant à la retraite en cours de mois perçoit des rémunérations accessoires jusqu'à la date de son départ, conformément à l'article 96 du code des pensions civiles et militaires de retraites.